

Image not found or type unknown

Comment redonner confiance en la démocratie ?

Description

La chronique de Patrick Pilcer

La démocratie française traverse une crise étrange. Une crise silencieuse et pourtant assourdissante. Car les institutions tiennent encore debout, les élections ont toujours lieu, les débats se succèdent, les gouvernements tombent parfois, mais quelque chose d'essentiel s'est lentement fissuré : la crédibilité et la confiance.

Or une démocratie sans confiance devient rapidement une mécanique vide.

Les Français votent encore, mais ils doutent. Ils écoutent encore, mais ils ne croient plus vraiment ni ceux qui les gouvernent, ni ceux qui souhaitent les gouverner. Ils regardent la vie politique comme on regarde une pièce dont on connaît déjà les dialogues, les postures et parfois même les renoncements.

La crise démocratique n'est pas née d'un seul homme ni d'un seul parti. Elle est plus profonde. Plus ancienne aussi. Elle vient de décennies de promesses contradictoires, d'impuissance assumée, de communication permanente, de décisions sans cohérence et d'un éloignement progressif entre ceux qui gouvernent et ceux qui vivent le réel.

Le peuple sent confusément que beaucoup parlent en son nom sans plus vraiment le comprendre.

C'est là que le doute commence.

Le philosophe Jürgen Habermas expliquait qu'une démocratie vivante repose moins sur la force de ses institutions que sur la qualité de sa parole publique. Une démocratie fonctionne lorsque les citoyens peuvent encore croire que le débat sert à construire un commun, et non simplement à conquérir ou conserver le pouvoir.

Or aujourd'hui, force est de constater que notre parole publique s'est dégradée.

Les réseaux sociaux ont transformé le débat en pugilat émotionnel. Les plateaux télé récompensent davantage l'outrance que la nuance. Les slogans remplacent les projets. Les propos simplistes

empêchent toute compréhension de la complexité, or notre monde et la réalité sont par nature complexe. Les indignations remplacent les idées. Chacun parle. Plus personne n'écoute. Le surplace supplante toute marche vers le Progrès.

Lorsque la parole publique cesse d'éclairer et devient simple rapport de force, la démocratie commence à vaciller.

Les populismes de droite comme de gauche prospèrent précisément dans ce vide. Ils ne sont pas la cause première de la crise démocratique ; ils en sont le symptôme le plus visible. Ils prospèrent lorsque les citoyens ont le sentiment que plus rien n'est tenu, plus rien n'est cohérent, plus rien n'est crédible.

Car le véritable poison démocratique n'est pas le désaccord. Une démocratie suppose le conflit des idées. Le poison, c'est le sentiment croissant que la politique ne change plus réellement les choses.

Comment dès lors redonner confiance ?

Certainement pas en ajoutant des conventions citoyennes, des consultations permanentes ou des dispositifs participatifs qui donnent parfois le sentiment d'une démocratie d'animation ou de théâtre plus que de décision. Les conventions citoyennes sont le Potemkine de la participation citoyenne.

La confiance ne se décrète pas. Elle se mérite.

Et elle commence par une chose simple : retrouver une parole politique qui engage réellement ceux qui la prononcent.

Une démocratie ne peut durablement survivre lorsque les promesses deviennent jetables, lorsque les erreurs n'ont jamais de conséquences, lorsque la responsabilité politique disparaît derrière la communication.

Le premier chantier démocratique est donc éthique.

Retrouver le sens de la responsabilité. Retrouver le courage du réel. Retrouver l'exigence de vérité.

Les Français sont capables d'entendre des efforts, des contraintes, des réformes difficiles. Ce qu'ils ne supportent plus, c'est l'impression d'être dirigés par des responsables qui découvrent les problèmes après les avoir parfois eux-mêmes créés. « Serrer la ceinture des retraités » n'est pas audible par nos citoyens après le « quoi qu'il en coûte »...

Le deuxième chantier est celui de l'autorité républicaine.

Une démocratie faible produit toujours la tentation autoritaire. Lorsque l'État n'assure plus correctement la sécurité, la justice, l'école, la santé ou la simple maîtrise des règles communes, les citoyens cherchent ailleurs une protection plus brutale.

L'autorité républicaine n'est pas l'ennemie de la démocratie ; elle en est une condition.

Il ne peut y avoir de liberté durable sans ordre juste. Il ne peut y avoir de confiance collective si les règles ne sont plus respectées de la même manière partout et par tous.

Le troisième chantier est celui de la cohésion nationale.

Une démocratie n'est pas seulement un système électoral. C'est une communauté de destin. Une nation capable de produire un récit commun, des valeurs partagées, une volonté de vivre ensemble malgré les désaccords.

Or la France s'est fragmentée.

Territorialement. Socialement. Culturellement. Économiquement.

Nous ne vivons plus toujours ensemble ; nous cohabitons parfois côte à côte, avec des références différentes, des colères différentes, des peurs différentes.

Refaire démocratie suppose dès lors de refaire Nation. Et regagner, mètre après mètre, les « Territoires Perdus de la République ».

Cela passe par l'école, par la transmission, par la laïcité, par la réhabilitation du mérite, du travail, de l'effort, de l'engagement civique et du respect de la parole donnée.

Cela passe aussi par la République des territoires. Une démocratie trop centralisée finit toujours par devenir abstraite. Les élus locaux, les maires, les associations, les corps intermédiaires tiennent encore souvent le pays debout pendant que le sommet de l'État donne parfois le sentiment de flotter au-dessus du réel.

Mais surtout, redonner confiance suppose de retrouver un cap.

Une démocratie sans horizon devient rapidement une administration du déclin.

Les Français ne demandent pas une démocratie plus bruyante. Ils demandent une démocratie plus crédible.

Ils veulent savoir où le pays va. Ils veulent comprendre les choix qui sont faits. Ils veulent sentir que ceux qui gouvernent assument réellement leurs décisions et servent autre chose que leur propre survie politique.

Le mur n'est pas une fatalité.

La France possède encore des talents immenses, des territoires puissants, des entrepreneurs, des enseignants, des élus, des soignants, des forces vives capables de relever le pays.

Mais cela suppose une révolution calme : redevenir Radicalement Républicains.

C'est-à-dire remettre au centre ce que la République a de plus exigeant :

la responsabilité,
la laïcité,
la transmission,

la justice,
le mérite,
l'autorité démocratique,
et la recherche obstinée du bien commun.

Le véritable enjeu démocratique n'est pas de savoir comment faire parler davantage les Français.

Il est de refaire en sorte qu'ils puissent de nouveau croire à ce que la démocratie leur dit.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée
20 mai 2026